

CAPES - AGREG

Faut-il encore boycotter ?

Y aura-t-il un nouveau boycott de l'agreg en 70? Nous ne savons pas. La première question à se poser et à poser aux candidats est de savoir si on peut proposer indéfiniment le boycott comme forme d'action contre l'agreg. Les militants, cette année, ne peuvent-ils trouver d'autres formes, ou trouver d'autres actions pouvant accompagner le boycott ? Si boycott il y avait, il serait fonction de la combativité des militants, de leur organisation, et du rapport de force, dont on ne peut, à l'avance, préjuger ce qu'il sera au mois de mai. Ce qu'on peut dire, avant de passer à un rapide bilan des actions de l'an dernier, est que les concours de recrutement servent trop bien le système actuel pour qu'il songe à s'en débarrasser, mais que d'autre part nous nous situons dans un contexte de luttes très dures où se lit un renouveau de combativité en de multiples secteurs.

Le Comité agreg-Capès a formulé ses revendications en quatre points, qui sont les suivants, et qui, pour nous sont liés :

— Mode unique de recrutement conduisant à un cadre unique de tous les enseignants du second degré ;

— suppression de l'auxiliarat par titularisation et formation continue,

— augmentation du nombre des postes d'enseignants en fonction des besoins réels (à titre indicatif on pourrait prendre les chiffres du SNES qui demandent 30.000 enseignants supplémentaires pour que chaque enseignant n'ait que trente élèves et 18 h de cours),

— transformation des modes et du contenu de l'enseignement.

Ces quatre points, nous les avons fait connaître largement, puisque même les syndicats ont repris à leur compte la

revendication de mode unique de recrutement ; que l'UER Charles-V (à Paris) organise une préparation expérimentale au MUR, et qu'un ministre a utilisé le mot pour tenter de nous faire croire que l'agreg 69 serait la dernière. On sait maintenant (mais on le savait déjà en mai que si les ministres passent, l'agreg, elle, demeure).

En nous plaçant ainsi sur le terrain de la formation des maîtres, nous avons touché un point sensible (sinon Faure ne nous aurait pas opposé son plan ; le SNES et le SNESUP ne nous auraient pas reçu si nous n'avions représenté que nous-mêmes, et non un mouvement qui va en s'accroissant). Les critiques que nous formulons ont provoqué des réactions violentes (des syndicats et du gouvernement) qui témoignent bien que les problèmes de fond ont été abordés.

Car ces revendications et ces actions concrétisent une critique, déjà ancienne, de la culture, de la hiérarchie. La formation des maîtres, pour le pouvoir, n'est qu'accessoire, car ce qui lui importe c'est que les maîtres véhiculent cette idéologie de la culture et de la hiérarchie. Nous nous plaçons là sur un terrain d'emblée politique, à savoir les fondements de l'autorité de la société bourgeoise. Véhicule d'une idéologie bourgeoise, le professeur est voué, mal gré bon gré, et quelle que soit sa position par rapport au système, à transmettre à ses élèves une idéologie de classe, à leur inculquer le respect que l'ouvrier doit au patron, et le respect d'une culture produite pour et par une classe. Premier apprentissage, le respect que doit l'élève au « maître » prélude à une longue série d'actes respectueux auxquels devra se plier l'éternel élève. Cette critique est, fondamentalement, d'ordre politique, cette politique dont on fait mine de croire qu'elle s'arrête devant les murs de l'école ou de l'Université.

Cette action rend évidente la contradiction entre les buts avoués et les buts réels de l'enseignement, ou d'une autre manière remet en cause la fonction de l'enseignement et de l'enseignant. Ce type d'action porte également à réfléchir sur la démarcation du « politique » et du « syndical », ainsi que sur les formes d'actions syndicales de type traditionnel. Aussi n'était-il pas étonnant que nous nous soyons vu attaqués et dénoncés par le SNES et le SNESUP, lesquels allaient jusqu'à faire

faire mettre sur les tables d'examen (avec quelles complicités ?), des tracts dénonçant le boycott et appelant les candidats à réagir contre les boycotteurs. Dans le même temps, le SNES et le SNE SUP obtenaient (mais notre action ne les soutenaient-elles pas ?) la nomination, par l'intermédiaire des listes supplémentaires, de 1.200 maîtres - auxiliaires supplémentaires (proclamée par eux grande victoire syndicale !).

Le cadre unique des enseignants pose, en effet, le problème de la stratégie syndicale traditionnelle, où l'on fait jouer les catégories les unes contre les autres, ou pour les autres (certaines, telle la catégorie des agrégés, jouant le rôle de locomotive), mais toujours dans le respect de la hiérarchie, hiérarchie des salaires, hiérarchie des fonctions. Si nous avons travaillé avec les syndicats, c'est sans grande illusion de notre part, et parce que nous avons une audience, que les syndicats sont bien obligés de reconnaître.

BILAN

Au bilan de notre action, nous avons un boycott non réussi. Il faut cependant préciser un certain nombre de points. D'abord que le boycott était pour nous un moyen et non un but, point qui n'a peut-être pas été explicité suffisamment clairement. Beaucoup de militants y ont vu un but en soi, ce qui explique leur désillusion, après coup. Le but, pour nous, est la destruction de l'agrég et du Capès, la création du MUR, la suppression de l'auxiliaariat, la transformation des modes et du contenu de l'enseignement. Dans cette optique, le boycott de l'agrég est loin d'être un échec complet. Mais il ne pouvait avoir lieu qu'après un travail militant de fond, et cette insuffisance du travail militant, ainsi que notre organisation trop morcelée, sont une des causes de l'échec partiel du boycott.

Par ailleurs, les points positifs sont loin d'être négligeables. Nous avons fait apparaître (chose pas très nouvelle, mais qui doit être mise en évidence chaque fois que possible) ce qu'est l'enseignement de classe et la collusion pouvoir-enseignement. Les profs, qui ont accepté de nous faire concourir sous l'oeil des flics en armes, ne peuvent plus se cacher ou nous cacher ce qu'il en est de l'indépendance de l'enseignant.

Ce boycott avait été préparé par des actions qui devraient être répandues : critique des cours, dénonciation des formes et du contenu de l'enseignement diffusé en fac, de son archaïsme, publication d'articles. Cette forme d'action doit être élargie, car c'est elle seule qui peut créer un mouvement contre l'agrégation. Parallèlement, nous avons publié

des articles (Crève Salope, mai ; Esprit de juin ; Temps Modernes de septembre), qui ont amené la presse à nous accorder un certain intérêt, même si elle a étouffé le plus possible les informations et les problèmes de fond. Si notre action n'a pas toujours été comprise, elle a été plus ou moins divulguée.

PROPOSITIONS D'ACTION

Il semble qu'il faudrait, cette année, à partir de petits groupes de militants, opérer un harcèlement des candidats par exemple par la critique des cours, (tant la forme que le contenu, autoritarisme, méthodes archaïques), harcèlement opéré soit dans les cours, soit sous forme de tracts, de bulletins, montrant aux étudiants que leurs chances de réussite sont quasiment nulles, et dépendent plus de leur assimilation d'une idéologie que de leurs connaissances réelles

Ces groupes pourraient, outre le travail militant, organiser des réunions, discussions, travaux de recherche sur l'agrég et le Capès, la fonction de l'enseignant en société bourgeoise. Ces noyaux pourraient grossir et procéder, à partir de leurs recherches, à un travail de fond sur les autres candidats et étudiants. Peut-être même le point de départ de ces noyaux pourrait être la critique des actions de l'an dernier et celle des revendications du comité Capès-agrég (qui ne sont pour nous qu'une base de discussion).

Ces groupes pourraient s'organiser pour préparer un certain nombre d'actions dans le cours du deuxième trimestre : par exemple grève active, semaine d'action. Il faut souligner ici la nécessité qu'ont ces actions de déboucher vers l'extérieur, c'est-à-dire vers les étudiants des autres années d'une part, vers le public d'autre part. Si l'agrég et le Capès sont à peu près le seul débouché des études supérieures (et si 85 % d'étudiants y échouent), on constate, en revanche, le désintérêt des non-étudiants pour ces problèmes. Or, plus les luttes sont globales, plus elles ont de chances d'aboutir. Quant au public, il est nécessaire de démystifier pour lui la fonction de l'enseignant et de l'enseignement (aussi bien pour ce qui est de la transmission de l'idéologie que les problèmes de sélection). A cette fin, des contacts pourraient être noués avec l'Ecole Emancipée, Rénovation syndicale, Enseignement 70, l'Ecole de Mai...

De notre côté, nous tentons de mettre sur pied un meeting à Paris sur le problème de la formation des maîtres. Ce meeting pourrait être accompagné de meetings en province. Mais il est évident qu'un tel meeting n'a de sens qu'en fonction d'actions des candidats

sur lesquelles il s'appuie et qu'il peut alors soutenir.

Enfin, tous ceux qui le peuvent devraient s'inscrire au concours lui-même, soit pour aider au bordel administratif, soit pour appuyer une éventuelle action dans les salles d'examen.

Nous terminerons en disant que les problèmes d'organisation ne sont pas de moindre importance. L'an dernier, les centres sont restés coupés les uns des autres. Il serait utile que tous les centres soient en contact, que les expériences soient communiquées, que l'on puisse juger clairement de l'état des forces et de la progression du travail. Ce sont là les

conditions nécessaires d'une juste appréciation de la situation et de la préparation des actions suivantes. A cet effet, nous proposons une réunion de coordination à Paris à tous ceux qui se seront manifestés auprès du Comité (adresse G. DORIVAL, 45, rue d'Ulm, ENS; PARIS-5^e).

Comité Capès-Agreg.

L'ETUDIANT de France.
N° 4. Janvier 1970